

MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION DURABLE DES FORETS EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**Présenté par: M, Rubens NAMBAÏ
Mme Blandine GAHORO-DEALI**

RCA



OAB/ATO/OAM



**Organisation Africaine du Bois
African Timber Organization
Organizaao Africana da
Madeira
Organizacion Africana de la
Madera**

ITTO/OIBT



**International Tropical Timber
Organization
Organisation Internationale des
Bois Tropicaux**

Introduction

La RCA à l'instar des autres pays membres de l'Organisation Africaine du Bois (OAB), s'est engagée depuis les années 1990 dans un processus de gestion durable de ses forêts. Elle a mis en place un GNT en 2011 et a bénéficié de l'appui du projet conjoint de l'Organisation Africaine du Bois et de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OAB-OIBT) pour la « Promotion de l'aménagement durable des forêts africaines » par la relecture et l'adaptation des PCI harmonisés au contexte national. Lequel document a été édité en Juillet 2015.

Introduction (2)

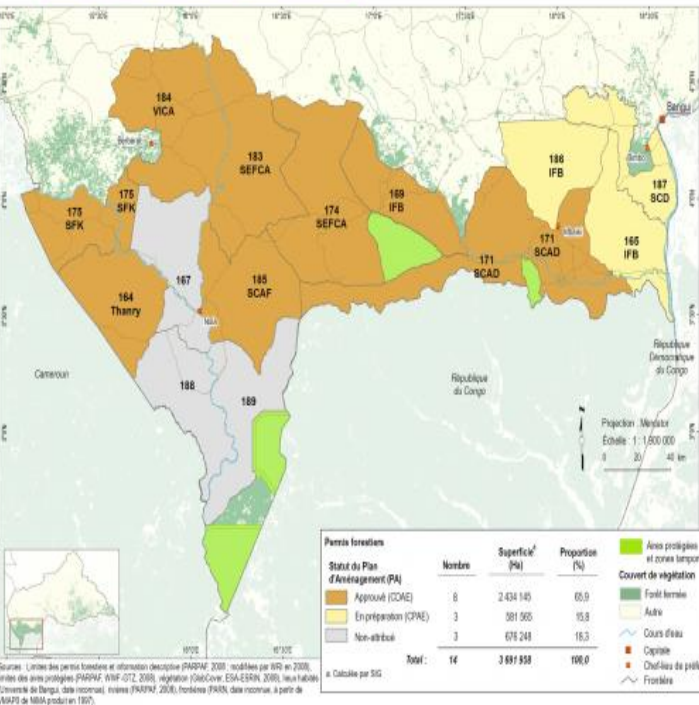
Dans cette même optique, elle a ratifié des Conventions et Protocoles internationaux parmi lesquelles la CDB, la CCNUCC, la LCD.

Au niveau nationale, hormis les différents textes régissant différents secteurs ainsi que les institutions faisant la promotion du développement durable et de la gestion durable des forêts, elle a mis en place des ONG ainsi qu'une Plate Forme de gestion durable des Ressources Naturelles (GDRN).

SITUATION DU SECTEUR FORESTIER

- la zone forestière de la RCA couvre environ 5,4 millions d'hectares, ce qui représente 8 % du territoire national.
- La population est estimée à environ 5.000.000 inégalement répartie avec 12 hbt au km² à l'ouest et au nord-ouest, 5,9 au centre et 1 au km² à l'est et au nord-est.
- Les forêts du pays sont localisées:
Dans le sud-ouest du pays avec 3,8 millions d'hectares et dans le sud-est, couvrant environ 1,6 million d'hectares destinées à la protection et à une gestion communautaire. Elle n'est pas exploitées en ce moment, en raison de son éloignement du Port de Douala et des difficultés de transport.

CARTE 5 Situation de l'aménagement en 2009 en République centrafricaine



- Le secteur Forestier occupe le premier rang des exportations en valeur soit 35 Milliards de FCA en moyenne par an, contribue à hauteur de 10% du PIB, participe ainsi à la lutte contre la pauvreté avec 4000 salariés directs et 6000 indirects.
- 90% des PEA sont sous Aménagement après signature d'une Convention définitive ou provisoire entre les sociétés forestières et l'Etat;

ASPECTS POLITIQUES, LEGAUX ET ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

A. ASPECTS POLITIQUES ET LEGAUX

- Existence d'un projet du document de politique forestière;
- Loi 08.022 du 17 octobre 2008, portant Code Forestier;
- Loi n°11.005 du 19 Décembre 2011, Autorisant la ratification de l'APV/FLEGT entre l'UE et la RCA;
- Loi 07.018 du 28 décembre 2007, portant Code de l'Environnement;
- Décret 09.118 du 28 avril 2009 fixant les modalités d'attribution des PEA.
- Décret 09.117 du 28 avril 2009 fixant les modalités d'application de la loi portant Code forestier (Zonage, limite des massifs forestiers, interdiction d'exploiter dans les zones à écologie fragile) et le décret 09.021 qui règlemente les activités de déboisement dans les autres types de forêt, condition d'octroi des permis PFABO;
- Arrêté N°04/MEEDD/DIRCAB fixant les règles et procédures relatives à la réalisation des EIES en RCA du 21 janvier 2014;
- Arrêté N°004/MEFCPE/DIRCAB/DGEFCP/DIEF/SEF, fixant les conditions d'octroi des PE Artisanale et les modalités techniques d'exploitation artisanale du domaine forestier de l'Etat du 4 février 2009.

ASPECTS POLITIQUES, LEGAUX ET ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL



B. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

- MEDDEFPCP: Décret N°16.365 portant organisation et fonctionnement, du Ministère de l'Environnement, du développement durable, des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche;
- Existence d'une Agence Autonome de Gestion Durable des Ressources Forestières (AGDRF);
- CDF: Décret 17.117 portant organisation et fonctionnement du 24 mars 2017;
- OEFB: Décret N°17.079 portant organisation et fonctionnement de la Coordination de l'OEFB en RCA du 1^{er} mars 2017;



ASPECTS POLITIQUES, LEGAUX ET ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL



B. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

- Décret N°17.118 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Technique Permanent;
- Décret N° 17,063 portant organisation et fonctionnement de la coordination Nationale Climat;
- Arrêté N°004 fixant les conditions d'octroi des PE Artisanale et les modalités techniques d'exploitation artisanale du domaine forestier de l'Etat du 4 février 2009;
- Arrêté 01/MEEDD/DIRCAB/GDEES du 13 janvier 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté 01/MEE/DIRCAB/CCNUCC du 6 février 2012, portant désignation des membres de la CT REDD+ en RCA



REALISATIONS cpdn

➤ Identification des Secteurs concernés ou de vulnérabilité:

- a. Changement d'affectation des terres et foresterie (89,46%) ;
- b. Energie (5,19%) ;
- c. Agriculture (5,26%) ;
- d. Déchets (0,09%) et Procédés industriels et utilisation des solvants en 2010.
- e. Gaz couverts : Dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄) et hémioxyde d'azote (N₂O) représentant plus 75% des émissions anthropiques nationales.

• Prévision Niveau de contribution:

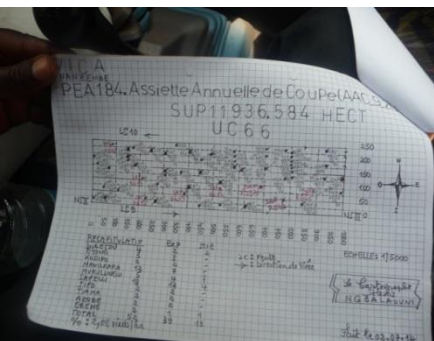
réduire de 5% les émissions du pays par rapport au niveau de référence (soit 5 498,3 kt éq-CO₂ d'évités) à l'horizon 2030 et de 25% (soit 33 076,1 kt éq-CO₂) à l'horizon 2050, dans le cadre d'une mise en œuvre conditionnelle

REALISATIONS REDD+

➤ **Elaboration du RPP contenant 5 thématiques:**

- 1. Information, Education et Communication;**
- 2. Juridique et foncier;**
- 3. Evaluation Environnementale Stratégique;**
- 4. Modélisation et niveau de référence;**
- 5. Mesure, Notification et Vérification;**

LECONS APPRISES



1. Difficultés d'exécution des PA

Manque d'appropriation (par le personnel) des plans d'aménagement (rédigés par l'ex PARPAF actuelle AGRDF) et des autres documents techniques relatifs à l'exploitation forestière élaborés par les Opérateurs forestiers.

2. Grille d'évaluation

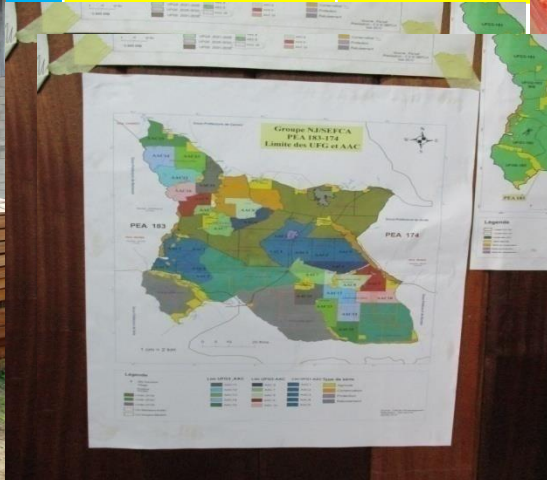
- Méconnaissance des PCI OAB/OIBT en RCA par les concessionnaires forestiers (Diffusion presque nulle ou insuffisante).
- Méconnaissance de la Grille de légalité APV//FLEGT;
- Confusion entre EIES et Etudes socio économiques;



RESULTATS



Concession auditée	Principe 2	Principe 3	Principe 4
SEFCA (PEA 174)	47,05%	47,25%	52,54%
SEFCA (PEA 183)	47,68%	51,21%	52,90%
VICA (PEA 184)	47,46%	39,42%	54,13%
TCA (PEA 164)	54,00%	52,82%	59,92%
Taux de conformité moyen	49,04 %	47,7 %	54,9 %



RESULTATS



Société	Concession auditée	Taux de Conformité
SEFCA	PEA 174	48,95 %
SEFCA	PEA 183	50,60 %
VICA	PEA 184	47,00 %
TCA	PEA 164	54,00 %
Taux de conformité moyen		50,14 %



DEFIS

1. Mettre sous aménagement toutes les concessions forestières attribuées par l'Etat;
2. Améliorer le niveau de consommation du bois sur le marché local centrafricain;
3. Mise en œuvre de l'APV/FLEGT signé entre l'UE et la RCA devant déboucher sur la délivrance d'une autorisation FLEGT à l'exportation de nos bois;
4. Développement des équations allométriques pour la détermination du taux de carbone dans le massif forestier centrafricain.

STRATEGIES ACTUELLES ET FUTURES

Mesures d'adaptation

- **Mesures d'adaptation en cours d'exécution**
 - **Projet de résilience et de sécurité alimentaire dans la ville de Bangui et ses environs Ombella-Mpoko;**
 - **Projet de Développement de la Région Sud-Ouest (PDRSO);**
 - **Renforcement des systèmes agroécologiques du bassin du lac Tchad (PRESIBALT) Programme de Développement du Bassin du Lac Tchad (PRODEBALT) ;**
 - **Gestion durable de la faune et du secteur de la viande de brousse en Afrique centrale GCP/RAF/455/GFF.**

STRATEGIES ACTUELLES ET FUTURES

Mesures d'adaptation en perspective

- Programme d'intégration des CC dans les stratégies et plans de développement ;
- élaboration du PANA aux changements climatiques;
- évaluation des besoins et élaboration de la stratégie nationale de transfert des technologies ;
- préparation à l'éligibilité au fond vert climat ;
- programme national d'alertes précoces ;
- programme de gestion des inondations en RCA ;
- projet d'aménagement des berges de l'Oubangui ;
- programme de gestion de la sécheresse en RCA ;

PERSPECTIVES D'AVENIR

- Valider le document de politique forestière et l'opérationnaliser;
- Appuyer les activités de recherches dans les concessions forestières notamment les parcours phénologiques et les parcelles permanentes;
- Appuyer les concessionnaires forestiers à la mise en place des parcelles pour le suivi de la dynamique forestière et de l'impact des activités d'exploitation sur les ressources forestières et la régénération naturelle des essences les plus exploitées.
- Identification et la promotion des essences non encore connues dites secondaires;

PERSPECTIVES D'AVENIR

- Intégrer les audits des concessions forestières comme outil d'évaluation du niveau de mise en œuvre des plans d'aménagement et d'amélioration de la performance environnementale des concessions.
- Initier des actions de reboisement dans les zones dégradées avec des essences exotiques ou locales ;
- Réaliser les études d'impact environnemental et social et mettre en œuvre les mesures correctives;
- Mettre un Accent sur la Transformation plus poussée du bois(2^{ième} et 3^{ième} transformation);

SINGUILA NA ALA

